

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mes chers collègues,

Cette épidémie de Coronavirus ébranle notre pays, comme jamais il ne l'a sans doute été, en temps de paix, au cours de notre histoire récente.

Ce terrible virus a fait plus de 22 000 morts en France, et en cet instant je pense avant tout à leurs familles et à leurs proches.

Avant toute chose, au nom de l'ensemble de mes collègues députés LR et de la représentation nationale, je veux **rendre hommage au travail, au courage et au dévouement** admirable de l'ensemble de nos personnels soignants qui jouent un rôle absolument déterminant pour endiguer l'épidémie et sauver un très grand nombre de vies.

Cette épidémie nous a plongé dans **une crise sanitaire inédite** ainsi que dans une **crise économique d'une ampleur inouïe** qui nous impacte collectivement et qui met chacune et chacun d'entre nous devant ses responsabilités.

Avec les Républicains, nous souhaitons, plus que tout, que notre pays soit au rendez-vous de l'histoire et capable de sortir par le haut du marasme en évitant de sombrer durablement dans la récession, la crainte et la torpeur.

Les Français l'attendent, la situation l'exige.

Face à une telle crise sanitaire, nous avons fait le choix chez Les Républicains, d'une **opposition responsable, exigeante et utile à notre pays**.

Nous ne sommes pas là pour participer à un concours de décibels avec les autres oppositions mais pour marquer notre différence.

Notre différence avec elles mais aussi notre différence avec vous et votre gouvernement, sur la forme comme sur le fond.

Sur la forme tout d'abord. Vous remarquerez Monsieur le Premier ministre que vous avez eu un avantage sur nous : là où vous avez eu 72 heures pour prendre connaissance de notre propre plan, vous nous laissez à peine 3 heures pour examiner le vôtre.

J'avoue ne pas bien comprendre **cet excès de rigidité** et ce d'autant moins, qu'il n'est apparemment pas partagé par le Président de la République ni par une partie de votre propre

majorité. Pourquoi ne pas avoir laissé un délai d'examen de 24h de votre plan au Parlement ? Pourquoi une telle décision unilatérale ?

Quant à l'argument de l'urgence que vous invoquez, il est totalement fallacieux. Voter le texte aujourd'hui ou demain ne retarde en rien la mise en œuvre opérationnelle de votre plan puisqu'il sera présenté la semaine prochaine au Sénat et qu'il n'entrera en vigueur qu'à partir du 11 Mai.

Nous déplorons cette **crispation coupable** et nous ne comprenons pas cet entêtement qui aura un coût politique majeur, celui de braquer les oppositions à un moment où nous avons besoin de rassemblement et de sérénité.

Il est quelque peu curieux que le Président de la République appelle à l'unité nationale et que, dans le même temps, le Premier ministre s'assoit sur le Parlement et la démocratie.

Quant à la question du traçage numérique, **nous saluons votre changement en faveur d'un vote spécifique compte tenu des nombreuses interrogations** qu'il suscite au regard des libertés publiques et individuelles ainsi que des réels doutes au regard de sa faisabilité pratique.

Pour ce qui est de votre déclaration, notre inquiétude c'est celle d'un **déconfinement low-cost avec une mise en œuvre opérationnelle particulièrement difficile**. Nous constatons d'abord le **risque d'un déconfinement à protection variable**.

Je voudrais revenir un instant sur les masques et les tests. Il y a quelques avancées notamment le port obligatoire du masque dans les transports en commun mais il reste **encore beaucoup de recommandations et finalement peu d'obligations** dans la sphère publique. En ce qui concerne les tests, j'ai entendu l'objectif. Mais la question c'est : comment parvient-on à cet objectif ? Comment parvient-on quand on sait les nombreuses difficultés que nous avons en France pour déployer cette stratégie de dépistage massive.

Puis, **le risque d'un déconfinement parcellaire et reporté**. Je pense aux cafés, hôtels, restaurants ; à ce que vous venez de déclarer sur les écoles ; ou sur l'application numérique. Nous avons compris aujourd'hui que le déconfinement, **ce n'était pas forcément le 11 mai, mais plutôt le "onze mais" avec beaucoup de contraintes. C'était même parfois le 2 juin**.

Alors en ce qui concerne le contenu de ce plan de déconfinement, nous avons identifié **quatre failles qui nous paraissent importantes** : la question des **protections**, la question des **écoles**, la question de la **sécurité** et la question **économique**.

Les protections :

Les masques et les tests doivent être au cœur de la stratégie de déconfinement.

Le manque criant de masques, le manque criant de tests, le manque criant de lits de réanimation resteront comme des taches indélébiles et des tristes symboles d'une gestion souvent chaotique de cette épidémie.

Cette pénurie d'équipements aura conduit le Gouvernement à des injonctions contradictoire notamment sur l'efficacité du port du masque.

Les députés Les Républicains exigent de **rendre le port du masque obligatoire**, a minima dans les transports publics et les grandes surfaces, et de l'envisager dans l'ensemble de l'espace public.

Pour ce qui est des tests, nous plaidons depuis le début pour une **stratégie de dépistage massive et systématique**.

L'Allemagne, c'est 5 fois plus de tests et 5 fois moins de morts.

Si le gouvernement n'est pas en mesure de fournir à la France suffisamment de masques ou de tests, notre pays ira tout droit vers **une seconde vague de l'épidémie** dont les conséquences seraient plus catastrophiques encore.

La question des écoles :

Après le libre choix laissé aux familles, c'est désormais le report de la reprise des cours pour les lycéens et collégiens. Alors même qu'ils sont mieux à même de respecter les gestes barrières que les enfants des écoles primaires et maternelles.

Nous proposons **une stratégie de reprise à l'allemande** qui repose sur des tests massifs pour les enseignants et qui permet de **prendre la température de chaque élève** chaque jour avant qu'il ne rentre dans l'établissement. **Je n'ai pas entendu quelque chose sur les cantines scolaires** où nous avons beaucoup d'interrogations. Beaucoup de Français ne comprennent pas comment les restaurants pourraient rester fermés et les cantines scolaires ouvertes.

L'absence de volet sécurité :

Je vous ai écouté attentivement Monsieur le Premier Ministre et la sécurité est hélas la grande absente de votre plan de déconfinement.

Chez Les Républicains, nous souhaitons des conditions de sécurité renforcées : cela veut dire **contrôler strictement nos frontières nationales**, tant que la menace ne sera pas écartée, c'est aussi **remettre en route les tribunaux civils et pénaux**, et **refuser que 20 000 prisonniers ne soient relâchés plus rapidement** pour des considérations purement pratiques.

Le redémarrage économique

Sur cette partie, **ça manque de souffle et de convictions**. Nous proposons **d'accélérer la reprise dans les départements les moins touchés, en ré-ouvrant dès le 11 mai les commerces, cafés, hôtels et restaurants**. Attendre fin mai ou début juin nous semble tardif, même chose d'ailleurs pour les bibliothèques ou médiathèques.

Pour les autres départements, nous souhaitons des ouvertures progressives entre le 11 mai et le 15 juin.

Cette reprise se ferait bien sûr dans des conditions très encadrées, en respectant des **règles de sécurité sanitaires strictes** telles que l'accueil du public en nombre restreint ou le respect de la distanciation sociale.

Mais nous sommes parfaitement conscients que ces mesures généreront des coûts supplémentaires conséquents pour les entreprises et surtout que celles-ci ne retrouveront pas du jour au lendemain leurs chiffres d'affaire d'avant le confinement !

C'est la raison pour laquelle nous ne souhaitons surtout pas arrêter brutalement les dispositifs existants, et que nous continuerons **d'aider les entreprises pour les accompagner dans cette reprise**.

Dans notre plan, **la fin du chômage partiel** sera donc **très progressive** d'ici la fin de l'année 2020, **le prêt garanti par l'Etat serait prolongé d'un an**, et les **petites entreprises continueraient d'être soutenues** par les aides du fonds de solidarité, que nous proposons de doubler.

Nous souhaitons par ailleurs aller beaucoup plus loin que le Gouvernement **en annulant l'ensembles des charges sociales ET fiscales des hôtels, des cafés et des restaurants**,

mais aussi des commerces pendant la période du confinement, et pendant les 2 premiers mois du déconfinement.

Depuis le début de cette crise, la Droite fait preuve de constance, de cohérence et d'esprit de responsabilité.

Nous l'avons été en votant toutes les mesures d'urgence ainsi que les deux budgets rectificatifs.

Nous l'avons été en faisant de nombreuses propositions. Je pense à l'extension des critères de baisse de chiffre d'affaire pour bénéficier de l'aide du fonds de solidarité. Je pense, tout récemment, à la demande d'autoriser les pharmacies à vendre des masques en officine.

Notre marque de fabrique, c'est d'être une force de propositions.

Parce que nous voulons la réussite de la France, nous avons mis sur la table, dès ce weekend, un plan de 50 propositions précises et crédibles qui sont le fruit d'un travail collectif réalisé avec l'ensemble des 104 députés Les Républicains.

Elles s'articulent autour **deux priorités** : mieux protéger les Français et accélérer la reprise économique.

Notre stratégie de déconfinement se résume en trois mots : **masques, tests et travail.**

Nous voulons un **déconfinement clair, sous protection et territorialisé.**

Clair car il doit donner une perspective aux acteurs économiques et de la visibilité à l'ensemble des Français.

Sous protection, car le monde d'après ne peut ressembler au monde d'avant et que nous ne pouvons pas nous permettre le risque d'une nouvelle vague.

Enfin, notre plan de déconfinement sera **territorialisé** ! Nous ne croyons nullement à un déconfinement jacobin, bureaucratique et technocratique.

Nous devons faire confiance aux acteurs de terrain, aux élus locaux et à tous ces Français qui tiennent la France debout.

Monsieur le Premier ministre, **faites confiance à tous ces Français** qui, des caissières de supermarchés aux transporteurs routiers, des agriculteurs et aux ouvriers de l'agroalimentaire, des personnels des EHPAD aux aides à domicile, se sont tous retroussés les manches pour faire front et servir les autres.

Faites confiance aux forces vives de la Nation qui, des bénévoles associatifs aux chefs d'entreprise, des organisations professionnelles aux parlementaires, se mobilisent pour redémarrer l'économie de notre pays.

Faites confiance aux élus locaux qui, des maires aux présidents de région n'ont eu cesse de trouver des solutions de bon sens, pragmatiques et ont dû bien souvent pallier les manques et les défaillances de l'Etat.

Ce plan de déconfinement clair, territorialisé et sous protection est un préalable absolu pour restaurer la confiance des Français et rétablir les conditions d'une sortie de crise.

Les Français ont permis le succès du confinement, ils attendent désormais que vous soyez au rendez-vous du déconfinement.

Nous ne voulons pas mourir guéris, voilà pourquoi nous devons réussir le déconfinement.

Ce déconfinement est un tournant majeur et une étape absolument décisive à ne surtout pas manquer. Les conséquences sanitaires, économiques et sociales d'un déconfinement raté pourraient s'avérer tout aussi dramatiques que la crise elle-même.

Pour réussir, **le déconfinement doit reposer sur une stratégie claire, une méthode rigoureuse et un cap fixé.**

Hélas, nous sommes souvent confrontés à ordres et des contre ordres.

Les injonctions contradictoires permanentes, brouillent totalement le message et rendent difficilement applicables la stratégie de déconfinement.

- Un jour vous nous dites qu'il est aberrant de fermer les frontières et le lendemain que la fermeture des frontières est finalement requise.
- Un jour vous nous dites que les écoles rouvriront le 11 Mai et le lendemain que le retour à l'école se fera finalement sur la base du volontariat.
- Un jour vous nous dites que le déconfinement sera régional et le lendemain que, tout compte fait, cette option est écartée.
- Un jour vous nous dites que les personnes âgées resteront confinées bien après la date du 11 mai, et le lendemain, et c'est heureux, que vous avez finalement écarté cette option.
- Un jour vous nous dites que les restaurants rouvriront mi-juin, et le lendemain que ça ne sera finalement pas le cas.

Monsieur le Premier ministre, **gouverner c'est décider**. L'audace, ce n'est pas simplement faire preuve de prudence. C'est d'abord faire preuve de courage. La politique, c'est la décision, c'est le courage et c'est aussi parfois la prise de risques.

Alors Monsieur le Premier ministre, nous voulons le déconfinement mais nous voulons un déconfinement **clair et sous protection**. Car sans protection suffisante, c'est l'assurance d'un reconfinement pour faire face à une 2^{ème} vague.

Sans masque et sans test suffisant, vous serez pris dans l'impasse du déconfinement impossible.

Face à de telles incertitudes et face à ce manque de courage, parfois de clairvoyance et face à ces nombreuses voltefaces, les députés Les Républicains ne pourrons vous apporter **ni confiance ni blanc-seing**.

Nous sommes quasiment unanimes pour ne pas voter votre plan car, comme plus de 6 Français sur 10, nous ne vous faisons pas confiance pour réussir le déconfinement.

Alors vous avez certes cet après-midi posé un cadre théorique rationnel, mais nous devons désormais être vigilants tous ensemble sur la mise en œuvre opérationnelle.

Par conséquent au sein de notre groupe nous voterons majoritairement pour une abstention vigilante, exigeante et constructive et nous continuerons à être les porte-voix des interrogations des Français mais également des attentes des territoires.